

**Arrêté n° 26/593/CM**

**Délégation de signature temporaire à Madame Stéphanie Leguerinel, pour la Direction Communication de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 5210-1-1, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- Le Code Général de la Fonction Publique ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal n° HN-001-19148/26/CM du 7 avril 2026 relatif à l'élection de Monsieur Nicolas Isnard, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le contrat à durée déterminée n°2023-1634 portant recrutement de Madame Stéphanie Leguerinel.

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

A titre exceptionnel, pour permettre le fonctionnement et la continuité des services, dans le cadre de la vacance du poste de Directrice Communication de la Direction Générale des Services, délégation est donnée, à Madame Stéphanie Leguerinel, Cheffe de Service Stratégie des projets au sein de la Direction Communication à l'effet de signer les documents pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines suivants :

**En matière de Ressources humaines, pour le personnel métropolitain rattaché hiérarchiquement à la Directrice et dont les missions principales relèvent de la Direction Communication :**

Accueil de stagiaires :

Les conventions de stage sans incidence financière et tous les courriers y afférents.

Evaluation des agents :

Les comptes rendus des entretiens professionnels des agents ;

Les courriers de réponses et /ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

Les octrois et refus d'autorisations spéciales d'absences et d'autorisations d'absence ;

Les octrois et refus d'un congé ou d'une RTT ;

Les courriers d'autorisation et de refus relatifs au report des congés annuels et au compte épargne temps (C.E.T.) ;

Les courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires), y compris les refus.

Gestion du télétravail :

Les courriers d'autorisation ou de refus délivrés aux agents.

Protection sociale et santé :

Les déclarations d'accidents de travail des agents stagiaires et titulaires ;

Les déclarations d'accidents de travail des agents contractuels.

Frais de déplacement :

Les ordres de mission pour les déplacements internationaux ;

Les ordres de mission permanent ou ponctuel sur le territoire national ;

Les états de frais de déplacements ;

Les autorisations ponctuelles de remisage à domicile.

Carrière :

Les courriers de rappel à l'ordre ;

Les mesures d'ordre interne.

Formation des agents :

Les autorisations de formation et courriers de refus de formation.

**En matière de ressources humaines, pour le personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de la Direction Communication :**

Carrière :

Désignation en cas de grève : service minimum.

**En matière de marchés publics et accords-cadres et concernant les compétences exercées par la Direction Communication :**

1/ Pour la préparation, la passation et la signature des marchés y compris subséquents et accord-cadre inférieurs à 150 000 euros HT :

Les lettres de consultation ;

Les courriers de complément de candidature ;

Les courriers d'invitation à soumettre une offre (dont procédure restreinte) ;

Les courriers d'engagement et de conduite des négociations ;

Les demandes de régularisation des offres ;

Les demandes de précisions relatives à la teneur de l'offre ;

Reçu au Contrôle de légalité le 30 avril 2026  
Publié le 30 avril 2026

Les demandes de justification d'une offre anormalement basse ;  
Les courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;  
Les courriers d'attribution du marché et demandes de pièces réglementairement requises préalablement à la notification ;  
Les courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;  
Les courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature/ communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;  
Les décisions de déclaration sans suite et courriers en informant les candidats,  
Les pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE, lettre de commande ou cahier des charges), ainsi que les courriers de notification et l'éventuelle mise au point du marché.

2/ Pour l'exécution des marchés, y compris subséquents, et accords-cadres inférieurs à 150 000 euros HT :

Les ordres de service créant des prix nouveaux ;  
Les modifications et avenants ;  
Les décisions de résiliation, quel qu'en soit le motif ;  
Les décisions de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire.

3/ Pour l'exécution des marchés, y compris subséquents, et accords-cadres de tout montant :

Les bons de commande de tout montant y compris les bons de commande et engagements comptables auprès d'une centrale d'achat ainsi que les engagements de commande issus d'un marché subséquent émanant d'une centrale d'achat ;  
Les ordres de service d'affermissement d'une tranche ;  
Les ordres de service de démarrage des travaux ;  
Tout ordre de service autres que les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux ;  
Les courriers de reconduction ou de non-reconduction ;  
Les actes spéciaux de sous-traitance et courriers ou pièces afférents au suivi des sous traitances déclarées en cours d'exécution ;  
Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;  
Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;  
Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de la créance ;  
Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, dont notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;  
Les décisions d'admission, d'ajournement ou de rejet de fournitures et services ;  
Les décisions afférentes à la réception des travaux ;  
Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, dont notamment le décompte général définitif, la certification du service fait et les courriers de rejet de facture.

**En matière de protection des données à caractère personnel, après avis du délégué à la protection des données, et concernant la Direction Communication :**

Les déclarations et les mises à jour dans le registre de la Métropole des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre sous sa responsabilité ;  
Les instructions relatives à la protection des données à caractère personnel adressées aux sous-traitants, inscription des sous-traitants au sein du registre ;

Reçu au Contrôle de légalité le 30 avril 2026  
Publié le 30 avril 2026

Les analyses d'impact sur la protection des données pour les traitements qui les requièrent ;  
Les informations et les réponses aux exercices de droits des personnes concernées par les traitements mis en œuvre dans sa direction, et mise à jour du registre correspondant ;  
Les déclarations des violations de données à caractère personnel dans le registre des violations ;  
Les approbations des comptes rendus de contrôle sur pièce ou sur place réalisés par la CNIL.

**Pour les actes divers concernant la Direction Communication :**

Dépôts de plainte au nom du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant la direction.

**Article 2 :**

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Stéphanie Leguerinel, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

**Article 3 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 4 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie Leguerinel, la présente délégation de signature est donnée à :

Madame Magali Clap, Cheffe de service moyens opérationnels et stratégie média, direction Communication

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie Leguerinel et de Madame Magali Clap, la présente délégation de signature est donnée à :

Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 5 :**

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

**Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

**Article 7 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de justice administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 avril 2026

**Nicolas ISNARD**

**Reçu au Contrôle de légalité le 30 avril 2026  
Publié le 30 avril 2026**